

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45 072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



BARDAT Sarl

La Tour de Bourges
45220 TRIGUERES

Références : VAT 2022 0755
Code AIOT : 0010003987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement BARDAT Sarl implanté La Poussetière 45220 TRIGUERES. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDAT Sarl
- La Poussetière 45220 TRIGUERES
- Code AIOT : 0010003987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bardat est une entreprise de travaux publics qui a été créée en 1998. Elle a pour principales activités les travaux publics, le transport, la location de matériels. Elle est également spécialisée dans l'extraction, la préparation et la commercialisation d'amendements agricoles.

La carrière au lieu-dit "la Poussetière" est autorisée par arrêté préfectoral du 19/06/2015, pour une durée de 25 ans. Elle exploite également une carrière de sables rouges et d'amendements calcaires sur le territoire de Douchy-Montcorbon. Ils approvisionnent les exploitants agricoles locaux ou ceux des départements voisins. La carrière est exploitée uniquement par campagnes, entre les mois d'avril et d'octobre.

L'arrêté préfectoral du site précise que le site peut également accueillir de l'amiante liée, en transit, avant transfert vers les installations de traitement. Le jour de la visite, il n'y avait pas de déchets d'amiante liée en stock sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite inspection du 06/07/2021 avec le contrôle du respect de la mise en demeure,
- exploitation de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2	NC n°5 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Hauteur de gradin	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.2	NC n°6 de niveau 1 de la visite d'inspection du 06/07/2021 MED	Astreinte	60 jours
5	Auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1	NC n°4 de niveau 1 de la visite d'inspection du 06/07/2021 MED	Consignation	60 jours
8	Hauteur de stockage des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1	NC n°11 de niveau 2 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
15	Moyen de pesée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
18	contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5	NC n°12 de niveau 2 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.4.1	NC n°1 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2	NC n°5 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet
9	Surfaces dédiées au transit	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1	Demande n°1 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3	/	Sans objet
11	Qualité des déchets entrants : contrôle visuel	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3	NC n°7 - 8 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet
12	Traçabilité des remblais	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3	NC n°3 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet
13	Exploitation des installations de transit	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 5.2.3	/	Sans objet
14	Affichage à l'entrée de l'installation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1	/	Sans objet
16	Exploitation : ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.4.5	/	Sans objet
17	Exploitation : entretien débourbeur-déshuileur	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.4.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bornes de nivellement	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2	NC n°2 de la visite d'inspection du 06/07/2021 MED	Sans objet
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1.1	NC n°9 de la visite d'inspection du 06/07/2021	Sans objet
7	Zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1.2	NC n°10 de la visite d'inspection du 06/07/2021 MED	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°1 - visite d'inspection du 06/07/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage , - les bords de fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>[...]</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan est réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
Constats : Le plan annuel est incomplet au titre de l'exploitation 2022.
<p>Observations : L'exploitant a fourni un plan d'exploitation 2022 à l'inspection lors de la visite.</p> <p>Ce plan est incomplet : entre autre, il ne comprend pas l'orientation du plan, les piézomètres, les bornes... Les points altimétriques bas présentés sont éloignés du front de taille et ne semblent pas représentatifs.</p> <p>L'exploitant devra transmettre un plan actualisé conformément à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral de 2015.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement préliminaire
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°5 - visite d'inspection du 06/07/2021
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, [...] Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Absence des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation.
Observations : Les bornes ne sont pas visibles sur site et ne sont pas indiquées sur le plan de suivi annuel. Ce point avait déjà été constaté lors de la dernière inspection. L'exploitant transmettra des pièces justificatives (photos) à l'inspection pour justifier de la présence des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation d'exploiter. Rappel : L'inspection précise que les bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Bornes de nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°2 - visite d'inspection du 06/07/2021 / MED
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : [...] - le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection du 06/07/2021, l'inspection avait constaté l'absence de borne de nivellement sur la carrière. Cette observation avait fait l'objet d'une non-conformité. Lors de la visite d'inspection du 07/12/2022, l'inspection a constaté la présence de la borne de nivellement. La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Hauteur de gradin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, conduite de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°6 - visite d'inspection du 06/07/2021 / MED
Prescription contrôlée : La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 m au maximum. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
Constats : Hauteur supérieure à 15 mètres du gradin au niveau du front Nord-Est de la zone d'extraction
Observations : Suite à l'inspection du 06/07/2021, l'exploitant avait été mis en demeure de réaliser les travaux nécessaires à la mise en sécurité du front Nord-Est, dont le gradin excédait par endroit 15 m de hauteur. L'exploitant avait répondu par courrier du 26/08/2021 en indiquant qu'il réaliserait, durant l'hiver 2021, les travaux nécessaires pour que la hauteur du gradin soit à 15 m maximum. Lors de l'inspection du 07/12/2022, l'inspection a pu constater que l'exploitant a réalisé des travaux de terrassement en réalisant un merlon à quelques mètres en bas du front, pour interdire l'accès à l'espace directement au pied du gradin. Toutefois, il reste des travaux à réaliser pour minimiser réellement la hauteur du gradin et sécuriser le site, conformément à son arrêté d'autorisation d'exploiter. L'exploitant dispose des engins et du personnel qualifié au sein de l'entreprise, pour réaliser les travaux de sécurisation et diminuer la hauteur du front.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Auto-surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°4 – visite d'inspection du 06/07/2021 / MED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de 2 piézomètres (un en amont et un en aval hydraulique).</p> <p>Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller.</p>
Constats : Absence de piézomètres sur le site afin d'assurer la surveillance des eaux souterraines.
<p>Observations : Suite à l'inspection du 06/07/2021, l'exploitant avait été mis en demeure de mettre en place un réseau de surveillance des eaux souterraines. L'exploitant a fait réaliser un devis par l'entreprise EXEAU TP pour la mise en place de piézomètres sur ses 3 carrières. Ce devis du 22/07/2021, d'un montant de 63 636 € TTC, correspond à la pose de 6 piézomètres dont la profondeur est estimée entre 20 ml et 50 ml.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a toujours pas mis en place le réseau de surveillance des eaux souterraines. L'exploitant indique que l'entreprise ne s'engage pas sur la faisabilité des forages compte-tenu de la nature du sous-sol (silex). L'exploitant précise qu'il a interrogé d'autres entreprises de travaux publics et qu'aucune ne garantit la faisabilité.</p> <p>Toutefois, le devis d'EXEAU TP comprend une option concernant une autre méthode de foration (passage à la boue) plus onéreuse mais qui semble garantir le résultat. En cas de changement de méthode de foration (passage à la boue), une plus-value de 100 € par ml sera appliquée. Dans ce cadre, aucune précision n'est apportée concernant la potentielle impossibilité d'effectuer le forage. Enfin, le devis indique que la profondeur et le diamètre peuvent être modifiés suite à des contraintes hydrogéologiques.</p> <p>Par ailleurs, le courrier préfectoral joint à l'arrêté de mise en demeure de 2021, précise que l'échec de la technique employée pour les travaux de forage ne pourra pas justifier l'absence de mise en place du réseau de surveillance des eaux souterraines prescrite.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière, dans son article 9.2.3.1, indique qu'une étude doit être réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller. L'exploitant devra donc transmettre à l'inspection l'étude hydrogéologique préalable.</p> <p>Dans l'attente de la réalisation des travaux pour la pose des piézomètres, le montant consigné correspond à un tiers du montant du devis pour ce site, soit 21 212 €.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°9 - visite d'inspection du 06/07/2021
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection du 06/07/2021, l'inspection avait constaté l'absence de moyens d'interdiction d'accès au nord du site depuis le champ cultivé. Ce constat avait fait l'objet d'une non-conformité. L'inspection a constaté lors de cette visite qu'une clôture est présente au Nord du site, le long de la parcelle agricole, interdisant l'accès au front nord de la carrière. La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°10 - visite d'inspection du 06/07/2021 / MED
Prescription contrôlée : L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Suite à l'inspection du 06/07/2021, l'exploitant avait été mis en demeure d'interdire l'accès à la zone dangereuse en surplomb du front de taille au Nord-Est de la phase 1. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un merlon à environ 10 m de distance de la zone dangereuse et surplombant le front Nord-Est, et interdisant le passage vers la zone dangereuse. La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Hauteur de stockage des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, intégration paysagère
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°11 – visite d'inspection du 06/07/2021
Prescription contrôlée : [...] La hauteur des tas est limitée à 5m. Les matériaux sont stockés de manière à éviter les chutes et les éboulements de matériaux.
Constats : La hauteur des tas de déchets inertes en transit excède 5 mètres.
Observations : Le jour de la visite, le tas de déchets inertes en transit excède 5m. La hauteur constatée est estimée entre 8 à 10 m, ce qui ne permet pas d'assurer la stabilité. L'exploitant devra abaisser la hauteur du tas de déchets inertes en transit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Surfaces dédiées au transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités de déchets inertes en transit
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande n°1 - visite d'inspection du 06/07/2021
Prescription contrôlée : Les quantités de matériaux stockées sont inférieures à 10000 T/an (4000 m ³) pour une surface maximale totale au sol de 5000 m ² . [...]
Constats : Le respect de la surface maximale au sol dédiée au stockage de déchets inertes en transit n'a pas pu être vérifié.
Observations : Le plan présenté par l'exploitant indique une zone de stockage dédiée au transit de déchets inertes. Toutefois, la surface n'est pas indiquée et non vérifiable sur le site. Il est constaté que la zone indiquée sur le plan est bien la zone dédiée au stockage des déchets en transit, mais n'est pas délimitée. L'exploitant devra délimiter une surface réservée au stockage des déchets inertes en transit, n'excédant pas 5000 m ² et le matérialiser sur plan en indiquant la surface dédiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Plan de remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan côté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (maillage de 30 m sur 30 m maximum)
Constats : Absence de plan de remblayage
Observations : L'exploitant n'a pas présenté de plan de remblayage et les éléments n'apparaissent pas sur le plan de suivi d'exploitation. Il indique qu'il est en attente de son prestataire pour ce plan. L'exploitant transmettra le plan de remblayage à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°7 - visite d'inspection du 06/07/2021 et n°8 - visite d'inspection du 06/07/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et bon écoulement des eaux.</p> <p>Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassement, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 01 01 : béton - 17 01 02 : briques - 17 01 03 : tuiles mécaniques , - 17 01 07 : mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses, - 17 05 04 : terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, - 20 02 02 : terres et pierres <p>Les déchets d'enrobés bitumineux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.</p> <p>[...] Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux.</p> <p>[...]</p>
Constats : Contrôle visuel incomplet – présence de déchets non autorisés dans le tas de déchets identifiés "gravats de déchetteries – déchets de démolition".
<p>Observations : Le registre présenté indique des apports affichés avec des codes déchets conformes à l'arrêté préfectoral du site. L'inspection a constaté que les déchets entrants étaient déposés dans des espaces différents suivant leur utilisation et avant utilisation en remblai.</p> <p>Dans les déchets "gravats de déchetteries - déchets de démolition", quelques éléments indésirables, tels qu'un tuyau plastique, une gaine électrique, quelques ferrailles ont été constatés ... L'exploitant indique que le contrôle visuel avant déchargement ne peut être que partiel, et que ces éléments indésirables sont retirés avant utilisation de ces déchets.</p> <p>L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection (photos) du retrait de ces éléments indésirables du tas de "gravats de déchetterie - déchets de démolition" avant utilisation en remblai.</p> <p>Sur site, l'inspection n'a pas constaté de déchets d'enrobés ou de déchets bitumineux parmi les déchets inertes stockés. La non conformité est levée pour la NC n° 8 de l'inspection du 06/07/2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 2.4.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°3 - visite d'inspection du 06/07/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans le quel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage, - l'origine des déchets, - les moyens de transport utilisés, - le libellé ainsi que le code à 6 chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, - La masse de déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6T/m³ de déchets, - le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement, - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>[...]</p>
Constats : Registre imprécis et incomplet.
<p>Observations : Le registre d'admission des déchets présenté par l'exploitant comporte les codes déchets des déchets acceptés sur le site.</p> <p>Toutefois, celui-ci est imprécis, et ne détaille ni les apports sur site, ni n'indique les dates réelles de dépôts. Une ligne du registre correspond à un client pour un chantier, qui peut durer plusieurs jours et faire l'objet de plusieurs dépôts avec différents camions et différents intervenants. Le registre ne comprend pas le résultat du contrôle visuel réalisé à l'entrée.</p> <p>Le registre devra faire l'objet de modifications et être complété. Chaque apport devra être indiqué afin d'assurer la traçabilité des déchets accueillis sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Exploitation des installations de transit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, durée de stockage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas pu démontrer qu'il procédait régulièrement à l'évacuation des big-bags de poussière issus de l'activité de la carrière et ainsi qu'il respectait la durée maximale de stockage d'un an.
Observations : Des big-bags de poussière issus de l'activité de la carrière sont stockés en vrac : certains sont entreposés à proximité du stock de remblais, d'autres à côté des "gravats de déchetterie - déchets de démolition", et d'autres sur l'aire bétonnée prévue pour le stockage, l'entretien et le ravitaillement des engins. <p>Ces big-bags semblent être présents depuis plusieurs mois, ce que confirme l'exploitant.</p> <p>L'exploitant devra justifier de la durée du stockage de ces big-bags sur le site, qui ne devra pas excéder un an.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Affichage à l'entrée de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, affichage déchets acceptés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>La liste des déchets reçus est affichée à l'entrée de l'installation. Cette liste mentionne, pour chaque déchet reçu, le code et le libellé du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R.541-8 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets non listés ne sont pas admis sur le site.</p> [...]
Constats : La liste des déchets acceptés n'est pas affichée à l'entrée de l'installation.
Observations : Aucun affichage n'est réalisé à l'entrée du site concernant les déchets acceptés sur le site ainsi que les codes déchets associés. <p>L'exploitant devra afficher ces informations sur un panneau et l'apposer à l'entrée du site. Un justificatif de la réalisation de cet affichage sera transmis à l'inspection accompagné d'une photo.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyen de pesée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 8.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pesée en entrée de site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'installation est équipée d'un moyen de pesée et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage préalablement à l'admission. [...]
Constats : L'installation ne dispose pas d'un moyen de pesée.
Observations : Le site n'est pas équipé d'un moyen de pesée permettant de mesurer les masses de déchets entrants. L'exploitant indique que l'estimation du poids des déchets entrants est réalisé via un calcul du volume de déchets déposés. Il précise également que concernant les déchets amiantés, la pesée est réalisée par les déposants sur un autre site situé à 3 km, puis les déchets sont amenés sur ce site pour le stockage jusqu'à expédition vers les centres de traitement. L'exploitant devra justifier de la mise en place d'un système de pesée sur l'installation concernée, conformément à son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Exploitation : ravitaillement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
Constats : L'aire étanche, encombrée, n'est pas accessible pour le ravitaillement et l'entretien des engins.
Observations : L'aire étanche présente sur le site pour assurer le ravitaillement et l'entretien des engins est encombrée par le dépôt de plusieurs big-bags de déchets issus de l'exploitation de la carrière. Ces big-bags devront être évacués du site. La plateforme bétonnée étanche prévue pour les engins devra être dégagée pour pouvoir être utilisée comme prévue dans le fonctionnement normal du site. L'exploitant devra justifier du retrait des big-bags et du dégagement de la plateforme étanche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Exploitation : entretien débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, entretien débourbeur-déshuileur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'aire étanche est équipée d'un débourbeur-déshuileur entretenu régulièrement et, à minima, une fois par an. Les boues issues de ce dispositif sont traitées conformément aux dispositions de gestion des déchets. L'exploitant assure la traçabilité des résultats de ces vérifications périodiques. [...]
Constats : Absence du document pour l'entretien d'un débourbeur-déshuileur
Observations : L'exploitant a montré un justificatif d'entretien pour un débourbeur-déshuileur pour un site parmi les 3 exploités, et ne peut justifier du site contrôlé dont le matériel a été vidangé et nettoyé. Sur le site, le stockage de big-bags sur la plateforme étanche de ravitaillement et d'entretien des engins, et autour, empêche d'accéder au débourbeur-déshuileur. L'exploitant devra justifier de l'entretien de ce débourbeur-déshuileur auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2015, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la situation acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°12 – visite d'inspection du 06/07/2021
Prescription contrôlée : Les premières mesures sont réalisées au cours des 6 premiers mois suivant la notification du présent arrêté ; puis la fréquence des mesures est annuelle. Si, à l'issu de deux campagnes de mesures successives, les résultats sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelles. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent. De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Un contrôle spécifique des niveaux de bruits émis par les installations est réalisé lors de la première mise en service du groupe mobile de concassage-criblage de matériaux. Ces contrôles sont réalisés par référence aux dispositions prévues au point 6.2.3 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur pourra demander.
Constats : Absence de contrôle des niveaux acoustiques
Observations : Les mesures de niveaux sonores n'ont pas été réalisées. Ces mesures doivent être réalisées en période d'activité et les résultats seront transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours